

ENQUETE PUBLIQUE

DU 11 JUIN 2019 AU 11 JUILLET 2019

COMMUNE DE BOUGAINVILLE(80)

*Installation Classée pour la Protection
de l'Environnement*

DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE EN VUE D'EXPLOITER UN PARC EOLIEN

Par la SECEB SCS

71 rue JEAN JAURES
62575 BLANDECQUE

CONCLUSIONS ET AVIS



I – CONCLUSIONS

1.1. Rappel de l'objet de l'enquête publique

L'enquête publique portant sur la demande d'autorisation, en vue d'exploiter une installation terrestre d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et s'est déroulée pendant 31 jours consécutifs, du mardi 11 juin 2019 au jeudi 11 juillet 2019 inclus, sans incident.

Ce parc est composé de six (6) aérogénérateurs (E1 à E6) et de deux postes de livraison sur la commune de Bouganville (80).

Le projet vient en remplacement du parc éolien construit en 2005 sur la commune.

L'exploitant envisage actuellement deux modèles de machines pour le renouvellement de son parc :

- la E126 à 3 MW de la gamme **ENERCON**, constructeur présent sur le parc actuel et voisin
- la V126 à 3.6 MW de la gamme **VESTAS**.

Ces deux modèles de machines se caractérisent par une hauteur totale en bout de pale de 150m dont les mâts de 86-87m, pales de 61.3-63m, soit une hauteur totale de 149.5-150m, pale à la verticale)..Il est à noter qu'il n'y a pas de certitude quand au modèle d'éolienne qui sera finalement retenu. En effet la disponibilité des machines et leurs évolutions techniques à la date de construction ne peuvent être anticipées à l'heure actuelle. En revanche le gabarit de l'éolienne est déterminé et les dimensions du mât et du rotor n'évolueront pas ou à la marge, en fonction de l'évolution des éoliennes.

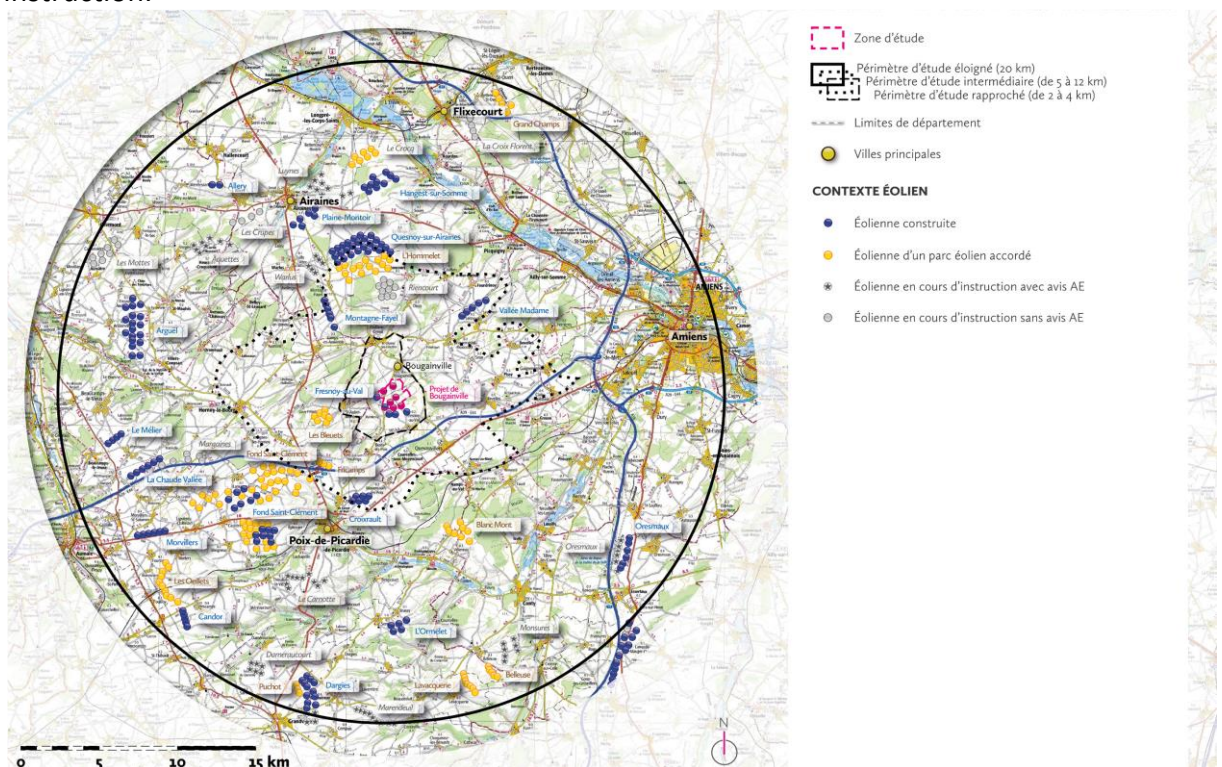
- Les études acoustiques, photomontages, écologique et de danger sont identifiés à l'éolienne Vestas V126 :

Pour l'étude des dangers : on remarque que sur les principaux accidents majeurs sont :

- Chute de glace
 - Projection de glace
 - Projection de tout ou partie de pale de l'aérogénérateur
 - Chute d'éléments de l'aérogénérateur
 - Effondrement de l'aérogénérateur

- Le projet se situe dans une zone favorable et favorable sous conditions du Schéma Régional Eolien (SRE) de l'ancienne région Picardie annexé au Schéma Régional Climat Air et Energie (SRCAE) validé par arrêté préfectoral le 14 juin 2012.

Le projet prend en compte les recommandations du SRE, à savoir maintenir une distance de respiration paysagère de 2 à 5 kilomètre entre les parcs éoliens au sein d'un pôle de densification. Il est a noté que le projet se situe dans un contexte éolien relativement marqué, Ce sont 15 parcs construits, 10 en construction et 7 en instruction qui sont recensés. Ces parcs éoliens sont présentés et localisés sur la carte ci-dessous ce qui représente 89 éoliennes construites, 70 en construction et 56 en instruction.



la commune de Bougainville dispose d'un Règlement national d'urbanisme (RNU)

Les installations du projet sont compatibles avec le règlement.

Afin de diminuer la consommation d'espace, l'exploitant privilégie les chemins existants en les renforçant.

La création du parc va consommer un espace jouissant antérieurement d'une vocation agricole.

Une plateforme par éolienne : de surface 1991 m² au maximum, non clôturée, elle est utilisée pour le montage de l'éolienne puis pour les opérations de maintenance ;

Le renouvellement du parc éolien de Bougainville est composé de 6 éoliennes. Lors de la phase de construction, les machines arriveront depuis la route D141, puis emprunteront les chemins existants ou de nouveaux spécialement créés selon les éoliennes en direction des plateformes.

Les accès sont privilégiés depuis des chemins existants de part et d'autre de la D141 au sud du village pour E1, E2 et E3, et pour E4, E5, E6 depuis la route communale traversant la zone d'étude. Ils nécessiteront des sections de pistes à créer (en direction de E2, E4 et E6).

Pour le renouvellement du parc éolien de Bougainville, les accès permanents concernent les emprises suivantes:

- une plateforme de levage stabilisée (appelée aussi de grutage ou de montage) par éolienne, soit 6 dimensionnées au cas par cas, pour un total d'environ 0,76 ha ;

Une aire gravillonnée au-dessus des fondations, pour un total d'environ 0,13 ha ;

- le renforcement de 0,25 km de chemins déjà existants et maintenus pendant l'exploitation du parc ; - la création de nouveaux accès et de virages sur 2.02 km, maintenus pendant l'exploitation du parc.

- Des raccordements électriques entre éoliennes et depuis le poste de livraison vers le poste source : ils seront enterrés, aucun pylône ne sera construit. La demande d'autorisation de passage des câbles sur le domaine public est incluse dans le dossier de demande d'autorisation unique au titre de l'article L 323-11 du code de l'énergie.

- Le pétitionnaire atteste bénéficier des autorisations des propriétaires des terrains traversés par les câblages sous la forme de conventions de tréfonds avec droits d'accès, et avoir consulté les communes concernées pour les passages de câbles sous les voies communales.

Depuis la loi Grenelle 2 et son décret d'application n° 2011-984 du 23 août 2011, les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation au titre des ICPE prévues à l'article L.512-1 du code de l'environnement, rubrique de la nomenclature des installations n°2980.14.

Elles font l'objet d'une demande d'autorisation environnementale unique en application du décret n° 2014-450 du 2 mai 2014 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette autorisation unique vise à réunir plusieurs autorisations nécessaires pour la mise en œuvre du projet :

- Une autorisation ICPE au titre de l'article L. 512-1 du Code de l'environnement ;
- En application de l'article R.425-29-2 du Code de l'urbanisme : « lorsqu'un projet d'installation d'éoliennes terrestres est soumis à autorisation environnementale (...), cette autorisation dispense du permis de construire

- Une autorisation d'exploiter une installation de production électrique au titre de l'article L. 311-1 du Code de l'énergie, une approbation de construction et d'exploitation des ouvrages de transport et de distribution d'électricité au titre de l'article L. 323-11 du Code de l'énergie, une autorisation de défrichement au titre des articles L. 214-13 et L. 341-3 du Code forestier et une dérogation « espèces protégées » au titre du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement.

D'un point de vue écologique, le site du projet n'est pas concerné par des enjeux environnementaux forts, tels que des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF), des sites Natura 2000, de Zone Spéciale de Conservation (ZPS), des bios corridors grands faune et de Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO).

Réaliser une étude acoustique dans un délai de six mois après la réception du parc afin de vérifier le fonctionnement optimisé du parc. Un plan de bridage est prévu par le pétitionnaire pour y remédier et diminuer significativement ces impacts.

Le périmètre d'étude rapproché n'est concerné par la présence de monuments historiques.

1.2 Déroulement de l'enquête publique

- ✓ Par décision n°E19000039/80 en date du 11 mars 2019, Madame la présidente du Tribunal Administratif m'a désigné en qualité de commissaire enquêteur pour prendre en charge l'enquête publique qui a été prescrite par arrêté préfectoral en date du 07 mars 2019, elle s'est déroulée du 11 juin au 11 juillet 2019 soit pendant 31 jours consécutifs.
- ✓ La publicité légale a été effectuée dans les délais réglementaires, un affichage de l'avis d'enquête visible et lisible depuis la voie publique a été réalisé sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Le maître d'ouvrage a mandaté un huissier de justice pour constater les affichages sur site dans les communes repris dans le rayon d'affichage. La municipalité de Bougainville a assuré une publicité complémentaire auprès de leurs habitants par un tract dans les boîtes aux lettres annonçant l'enquête publique. En conséquence la publicité a été très satisfaisante.
- ✓ Le dossier complet tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête comprenait tous les documents nécessaires à sa bonne information. L'avis de l'autorité environnementale du 12 avril 2019 a été mis à la disposition du public, ainsi que la réponse communiquée par le maître d'ouvrage.
- ✓ L'enquête s'est déroulée dans de bonnes conditions d'organisation et sans incident.

- ✓ Une réunion préparatoire et de présentation du projet avec la représentante de la société SECEB SC, le maire de la commune de Bougainville et le commissaire enquêteur a eu lieu à la mairie de Bougainville le 04 juin 2019.
- ✓ Une visite sur le site avec la représentante de la SECEB SC s'est tenue le même jour.
- ✓ Quatre permanences de 3 heures ont eu lieu :
 - 11 juin 2019
 - 21 juin 2019
 - 29 juin 2019
 - 11 juillet 2019
- ✓ Le registre d'enquêtes avec l'enquête publique ont été clôturés le 11 juillet 2019 comme prévu dans l'arrêté préfectoral.

12 observations ont été enregistrées pendant la durée de l'enquête publique :

Totales observations	Observations OE	Observations OC	Observations DB	Observations @
14	2	<u>5</u>	2	5

5 courriers avec deux délibérations ont été réceptionnés en mairie de Bougainville.

- ✓ La représentante de la société SECEB SC m'a transmis le mémoire de réponse dans les délais prescrits par l'arrêté préfectoral. Les réponses apportées sont jugées satisfaisantes et n'ont pas nécessité de demande d'information complémentaire. Les réponses apportées notamment dans les domaines de pertinence de la filière éolienne, du bruit, des aspects environnementaux, de l'intérêt économique sont argumentées, claires, précises et pertinentes et en mesure de lever ou d'atténuer les doutes soulevés par le public pour le projet.
- ✓ La variante retenue repose sur une analyse multicritères prenant en compte le paysage (comprenant une analyse par des photomontages), le milieu naturel et l'environnement sonore ajouté à cela les désidératas de la commune sur l'éloignement par rapport aux habitations et les remarques faites par les PPA (Personnes Publiques Associées)

Le pétitionnaire a mis en place des mesures d'évitement, de réduction et compensation des effets négatifs notables du projet et les coûts associés ont été prévus.

Néanmoins, il me paraît souhaitable :

- qu'il soit tenu compte au niveau décisionnel de la proximité des différents parcs éoliens construits ou à construire pour éviter ce phénomène de saturation par les administrés ;
- de prendre en considération les nuisances, non avérées à ce jour, sur la santé humaine causées par le bruit, les effets des champs électromagnétiques, l'effet stroboscopique ;
- d'éloigner les aérogénérateurs au-delà de la réglementation actuelle tout en restant dans le respect de la Zone de Développement Eolien (ZDE) et de la législation et non pas se réfugier que sur les seuls aspects économiques de la mise en place et de la construction des éoliennes.
- De prendre en considération pour les parcs à venir renouvelés, le démantèlement des fondations des éoliennes démontées.

Ce projet s'inscrit dans la politique de développement durable et dans le cadre des politiques énergétiques européennes et nationale, il est de plus sans incidence sur le changement climatique mais vient en confrontation avec la nécessité de préserver localement l'environnement naturel, le cadre de vie, le patrimoine et la santé des populations.

2 – AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Compte tenu de ces éléments, après étude approfondie du dossier d'enquête, visites sur le terrain, réception du public et analyse des observations présentées, sur les modifications demandées par les PPA, le rapport de l'inspection des installations classées, de l'avis de l'autorité environnementale et prises en compte par le Maître d'ouvrage, je formule **un avis favorable** sur ce projet avec les recommandations suivantes :

- Réaliser une étude acoustique dans un délai de six mois après la réception du parc afin de vérifier le fonctionnement optimisé et nécessaire pour le respect de la législation.

Le présent rapport, avis et conclusions ainsi que ses annexes sont remis par mes soins à Monsieur le Préfet de la Somme et à Madame Payet, responsable du projet Eolienn de la société SECEB SCS sur la commune de Bougainville.

Fait à SALEUX, le 09/08/2019

Alain DEMARQUET